

Commission on the Status of Women
Forty-sixth session
New York, 4 – 15 March 2002

PANEL I

**Eradicating poverty, including the empowerment of women
throughout their life cycle in a globalizing world**

Written statement submitted by

Gaudence Rwamaheke

[French only]

Table des matières

I. Introduction	1
II. La situation de la pauvreté dans le monde : un univers de disparités exacerbées par la mondialisation	1
II.1. A l'échelon mondial	1
II.2. A l'échelon national.....	2
II.3. Au niveau individuel.....	3
II.4. Entre les genres.....	3
III. Le renforcement du pouvoir d'action des femmes, une voie obligée pour l'élimination de la pauvreté.....	4
III.1. Le pouvoir d'action des femmes : situation à la fin du 20 ^{ème} siècle.....	4
III.2. Proposition des mesures pour le renforcement du pouvoir d'action des femmes à l'heure de la mondialisation et tout au long de leur cycle de vie. .4	
III.2.1. La petite fille.	5
III.2.2. Les adolescentes.	5
III.2.3. Les femmes.....	6
III.2.4. La force de l'expérience.....	7
III.2.5. Vers une mondialisation soucieuse du développement humain.....	7
IV. Conclusion.....	8

I. Introduction

A l'occasion de la tenue de cette 46^{ème} session de la Condition de la femme, au cours de laquelle j'ai le privilège de m'adresser à la présente Auguste Assemblée, l'honneur m'échoit d'adresser pour commencer, mes remerciements au Bureau de la Condition de la femme pour la confiance qu'il a placée en moi en me désignant panéliste. Je félicite aussi ce bureau pour le travail combien louable qu'il accomplit en faveur de la promotion de la femme en organisant notamment chaque année une session y relative.

Mesdames, Messieurs, la présente session se tient dans un contexte mondial encore hélas marqué par les conflits armés, les guerres fratricides pour la plupart des pays africains, les catastrophes naturelles, la pandémie du VIH/SIDA et le développement du terrorisme international.

Récemment, notre pays hôte a été l'objet d'une attaque terroriste qui a fait de nombreuses victimes et que nous déplorons.

Les conséquences de cet environnement de destabilisation sont multiples, je citerai à titre illustratif l'allocation de plus de fonds à la reconstruction et au financement des guerres mais aussi hélas l'accroissement en même temps du nombre d'enfants sans familles et non scolarisés qui traduit en fait que le pouvoir d'action des femmes a été sérieusement entaché. Il y a, pour tout dire, un accroissement de la pauvreté qui ne permet pas aux femmes d'accélérer la mise en œuvre des objectifs qu'elles se sont fixés à Beijing en 1995 et lors de la revue à mi parcours organisée à New York en 2000 pour évaluer le pas franchi dans la réalisation des recommandations de la 4^{ème} Conférence Mondiale sur les femmes.

La plupart des pays membres de l'ECOSOC manquent de base solide pour asseoir un développement durable.

Au moment où certains pays sont victimes de guerres et catastrophes, d'autres marquent le pas historique qu'est la mondialisation. Il s'agit donc d'un développement à double vitesse, d'où un dysfonctionnement entre les pays, et au niveau du développement durable.

II. La situation de la pauvreté dans le monde : un univers de disparités exacerbées par mondialisation.

II.1. A l'échelon mondial.

Depuis longtemps, le monde est bâti sur des disparités dont certaines trouvent leur explication dans la différence de rythme de croissance économique des pays. C'est ainsi qu'on trouve des pays fortement industrialisés, des pays en voie de développement, des pays pauvres et de surcroît très endettés, etc...

Avec la mondialisation, on assiste à de nouveaux marchés mondiaux, de nouveaux acteurs, nouvelles organisations, nouvelles règles et normes, nouveaux outils de communication plus rapides et moins chers. Tout cela concourt à réduire de façon spectaculaire l'espace, le temps et les frontières, créant ainsi un village mondial. En effet, la mondialisation préconise que le monde est un marché global.

Cependant, le tiers monde est encore exclu de la direction et l'accès de l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce) alors que celle-ci est parmi les facteurs qui renforcent la mondialisation.

C'est donc dire que la mondialisation a des effets inégaux sur les pays. En réalité, elle bénéficie aux pays très compétitifs, et marginalise davantage les économies les plus faibles, creusant l'écart entre les pays.

Pour montrer comment les opportunités qu'offre le monde aujourd'hui sont inégalement réparties entre les pays, l'on peut considérer l'accès des pays à l'Internet: les pays les plus riches (20% à l'échelle mondiale) utilisent l'Internet à 93,3%. Les catégories intermédiaires qui représentent 60% de l'échelle mondiale ont un taux d'utilisation de 6,5%. Enfin, les plus pauvres, 20%, utilisent l'Internet à 0,2%. (1)

II.2. A l'échelon national

Les possibilités de développement ne sont pas offertes de manière équitable au sein de chaque pays. D'une part la croissance économique d'un pays ne se traduit pas nécessairement par une réduction de la pauvreté. D'autre part la réduction de la pauvreté ne touche pas forcément de manière égale toutes les communautés, toutes les entités administratives, etc... Il y a toujours des régions, des ménages qui sont abandonnés dans leur pauvreté.

En ce qui concerne la mondialisation, elle a des effets négatifs sur les dépenses publiques de santé et d'éducation alors que les pays en développement, les femmes en particulier, ont encore largement besoin des programmes sociaux.

On estime qu'un tiers des pays de la population mondiale n'a pas accès aux médicaments essentiels. La réalité dans chacun des pays touchés par cette crise sociale est qu'en plus, au niveau interne, le peu de médicaments disponibles est seulement accessible à une partie de la population. Ainsi, 11 millions d'enfants de moins de 5 ans succombent chaque année à des maladies et autres fléaux pour lesquels existe pourtant une prophylaxie et ou une solution, dans les pays en voie de développement. (2)

(1) Source : Rapport mondial sur le développement humain 1999.

(2) Source : Rapport mondial sur le développement humain 2001.

La pauvreté concerne aussi les pays riches. Dans les pays de l'OCDE, plus de 130 millions de personnes connaissent la pauvreté monétaire, 34 millions le chômage tandis que l'illettrisme touche en moyenne 15% de la population adulte.

II.3. Au niveau individuel

La mondialisation suppose la libre circulation des ressources financières, des biens et des services. Elle donne lieu au raccourcissement des distances, des délais et des frontières et à l'approfondissement des relations entre les êtres humains et même à une interdépendance croissante des habitants du monde. Mais peu de personnes ont la liberté de mouvement entre différents pays à cause de la rigueur des règles de visa imposées surtout aux peuples des pays en voie de développement.

Par ailleurs, le marché mondial du travail fait appel à plus d'expertise, à la compétence et à la qualification avec des salaires très élevés. Mais le marché de la main d'œuvre non qualifiée n'existe pratiquement pas en dehors des pays.

En plus, les réseaux mondiaux sur Internet relient ceux qui en ont les moyens pendant que des populations entières ne sont même pas informées sur cette opportunité. Elles sont purement et simplement exclues.

II.4. Entre les genres

La mondialisation n'a pas les mêmes incidences pour les hommes et les femmes. Du fait de sa position sociale, la femme souffre la première des ajustements induits par la mondialisation, à savoir notamment la restructuration économique, l'adaptation des économies. Ces dernières impliquent des réformes et des réductions de coûts sociaux qui la mettent en difficulté car elle est peu visible sur le marché du travail. La réduction des dépenses sociales l'affectent doublement : elle y est plus présente en ce qui concerne l'emploi en plus du fait qu'elle a plus besoin des programmes sociaux que l'homme.

Avec la mondialisation, les Etats ont tendance à se détourner de leurs responsabilités sociales et ce sont les femmes qui en supportent le fardeau et le coût social de par leur rôle de reproduction (aide, soins aux malades, travaux de moindre qualification mal payés, maintien de la cohésion sociale dans les familles et les communautés, etc...). Pour cela, le nouveau modèle économique mondial prive les femmes d'occasions de réalisation personnelle.

Quant à la femme rurale des pays en développement, elle est loin de profiter de la mondialisation car elle est encore en situation d'extrême pauvreté. Elle est majoritaire parmi les pauvres, que ce soit dans les pays les plus développés ou dans les pays les moins développés. Partout, la vaste majorité des personnes qui travaillent à temps partiel et comme contractuelles ou occasionnelles sont des femmes à cause des responsabilités familiales mal partagées.

III. Le renforcement du pouvoir d'action des femmes, une voie obligée pour l'élimination de la pauvreté.

III.1. Le pouvoir d'action des femmes : situation à la fin du 20^{ème} siècle.

La promotion de la femme a connu des résultats encourageants au cours de la dernière décennie, grâce aux grandes conférences qui se sont déroulées pendant cette période et qui ont stigmatisé la promotion de la femme par le renforcement de son pouvoir d'action en tant qu'agent et bénéficiaire du développement au même titre que l'homme.

De manière particulière, la Conférence Mondiale sur les femmes, tenue à Beijing en 1995, a propulsé la femme en avant à tel enseigne qu'à New York en 2000, les délégations ont trouvé que le programme d'action de Beijing s'avérait être un document fondamental qui ne devait pas être renégocié à la revue.

En effet, au cours de la revue à mi parcours, il a été constaté que la majorité des gouvernements avait traduit les mots en action en mettant au point des plans d'action nationaux dans le but de répondre aux besoins des femmes de leurs pays, des structures nationales chargées d'assurer le suivi de Beijing, et en édictant des lois et des mesures politiques afin de garantir les droits des femmes dans les 12 domaines critiques identifiés dans le programme d'action. Depuis la conférence de Beijing, près d'1/3 des pays ayant présenté un rapport avait augmenté le budget destiné aux programmes en faveur de la promotion de la femme.

Néanmoins, l'édifice post Beijing en construction a été fragilisé par l'impact affaiblissant de la mondialisation économique et des programmes de restructuration sur la vie des femmes. Il est apparu en effet que la restructuration économique a négativement affecté les politiques et budgets intéressant les femmes. Ces dernières, de part leur rôle, ont le plus ressenti le choc de ces réajustements, rapportent les rapports des femmes d'Afrique, d'Asie, d'Europe, d'Amérique latine, d'Amérique du Nord, des îles des Caraïbes et du Pacifique.

Enfin, l'on note l'engagement effectif des ONG et des militantes féministes qui ont été, dans beaucoup de pays, la source de la promulgation de lois égalitaires et de la réduction des clauses discriminatoires et qui ont notamment organisé des campagnes en vue de la promulgation de lois en faveur du droit à la propriété.

En clair, là où la volonté politique a été réelle, il y a eu des avancées. Mais cela est loin d'être une réalité dans beaucoup de pays. Parmi les contraintes citées figure notamment pour les pays en voie de développement, la pauvreté.

III.2. Proposition de mesures pour le renforcement du pouvoir d'action des femmes à l'heure de la mondialisation et tout au long de leur cycle de vie.

A mon humble avis, le renforcement du pouvoir d'action des femmes passe par leur protection et la reconnaissance de leurs droits tout au long de leur cycle de vie.

III.2.1. La petite fille

Contribuer à l'éradication de la pauvreté, c'est d'abord éduquer les enfants mais nous parlerons de la petite fille car c'est elle la pépinière, le fondement du pouvoir d'action des femmes durant toute leur vie. Sur les 130 millions d'enfants de 6 à 11 ans qui ne sont pas scolarisés, 60% (1) sont des filles. Ces filles ratent un nombre infini de portes qui auraient pu s'ouvrir pour leur permettre de prendre des décisions plus indépendantes sur le plan personnel, politique et économique. Tout doit être fait pour qu'on ne parle plus de filles non instruites.

Les programmes nationaux de l'éducation pour tous en cours d'élaboration constituent une voie exceptionnellement favorable pour arriver à cet objectif. Les femmes doivent s'y impliquer particulièrement et saisir la perche tout en veillant au renforcement du pouvoir d'action de la fillette dès le bas âges en la préparant à être une partenaire à part entière.

Lutter contre la pauvreté, c'est aussi et surtout arrêter toutes les violences qui s'exercent sur la fillette, notamment le viol qui aujourd'hui compromet fatalement son avenir du fait du VIH/SIDA.

Lutter contre la pauvreté, c'est donc lutter pour que la santé de la petite fille soit préservée du SIDA. Nous concevons des programmes pour des enfants qui doivent vivre, c'est leur droit élémentaire. Les actions dans ce sens interpellent chacun de nous, surtout pour les fillettes qui sont encore trop jeunes pour décider et se protéger elles-mêmes.

III.2.2. Les adolescentes

Elles sont l'espoir d'aujourd'hui, dirigeantes de demain. Mais elles constituent le groupe le plus vulnérable. Partout dans le monde, le nombre d'adolescentes infectées par le VIH progresse de même que celui des filles qui travaillent, se marient ou procréent précocement, avec comme conséquence des taux d'abandon scolaire élevés. Protéger les adolescentes, c'est garantir le pouvoir d'action des femmes de demain, c'est garantir la survie et le développement de la génération future, c'est lutter contre la pauvreté. Il ne servirait à rien de protéger la petite fille sans protéger l'adolescente. L'avenir du monde en dépend.

(1) Source : Egalité, développement et paix. Unicef 2000.

III.2.3. Les femmes

Les femmes doivent profiter de l'existence, grâce à la mondialisation, d'un nouveau mode de conduite des affaires mondiales qui est moins formel. Elles peuvent constituer des coalitions au-delà des frontières nationales, organiser des campagnes médiatiques continentales pour atteindre un même objectif. Elles doivent bâtir leur force sur une chaîne de solidarité comme entrepreneurs, comme journalistes, etc... La mondialisation offre à l'élite féminine une occasion favorable pour se lever et compter dans cette grande participation mondiale.

L'élite féminine doit être à l'avant-garde des femmes rurales pour qu'ensemble elles augmentent leur revenu, afin de lutter prioritairement contre la malnutrition car elle freine la croissance économique générale, et affecte la productivité. Les femmes instruites peuvent renforcer le pouvoir économique des femmes pauvres par la création d'un environnement favorable au micro-crédit. Il leur faut transposer les expériences positives comme celle de GRAMEEN BANK (du Bangladesh) et tirer partie de la Women World Banking (WWB) qui a jeté des bases solides dans beaucoup de pays pour accroître le pouvoir des femmes à faible revenu en leur ouvrant l'accès aux finances, à l'information et aux marchés.

Lutter contre la pauvreté, c'est valoriser certes la contribution des femmes rurales au développement (produire plus, développer l'épargne, accéder au crédit,...) mais c'est d'abord de nos jours éviter d'attraper le VIH/SIDA. Et le monde doit savoir que les conflits et les viols exposent particulièrement les femmes au VIH/SIDA, surtout que 80% de tous les réfugiés et personnes déplacées sont des femmes et des enfants. Le SIDA est une menace pour les pays à prédominance agricole qui ne comptent que sur la force physique humaine pour assurer leur subsistance. On estime que près de la moitié des personnes qui contractent le VIH sont infectées avant d'avoir 25 ans et succombent en général à la maladie du SIDA avant d'avoir 35 ans. Le danger de l'infection menace surtout les plus démunis.

Les pays devraient mener de gigantesques campagnes de sensibilisation pour d'abord stabiliser les taux de propagation du VIH/SIDA et ensuite commencer à les réduire tout en minimisant l'impact de cette pandémie sur la vie sociale et économique.

En même temps que ce lourd environnement mondial opprime la femme, il l'interpelle avec plus de confiance et d'optimisme pour qu'elle contribue à son amélioration.

III.2.4. La force de l'expérience

En parlant de cette force , je pense aux femmes qui ne sont plus dans la vie active mais dont il faut renforcer le pouvoir d'action car leur expérience constitue une force inépuisable pour l'éradication de la pauvreté , même dans un contexte de mondialisation .

La mondialisation concerne l'économie et la technologie certes , mais elle concerne aussi la culture et la gouvernance .

Dans les plus forts moments de ses crises , l'Afrique a toujours recouru à la force des valeurs culturelles incarnées par des personnes d'un certain âge .

Cette force, nous la retrouvons également chez les femmes . Les femmes actuelles doivent donc avoir la détermination comme celle qui a caractérisé les années des indépendances africaines et là aussi leur présence a été fort visible. Les femmes doivent se rendre politiquement et économiquement puissantes, s'affirmer comme dirigeantes, conjuguer leurs efforts indistinctement de leur cycle de vie, pour dire non à la féminisation de la pauvreté qui résulte généralement des politiques qui ne s'attaquent pas aux causes structurelles de la pauvreté et qui ne se soucient pas de l'équité entre les hommes et les femmes. Les femmes âgées devraient participer à la définition des politiques de lutte contre la pauvreté qui trop souvent les ignore . Les cadres stratégiques nationaux de lutte contre la pauvreté devraient être le résultat de consultations communautaires participatives

III.2.5. Vers une mondialisation soucieuse du développement humain

Le développement humain met l'homme en tant qu'individu au centre des préoccupations. Il suppose, en plus de l'accroissement des revenus, la scolarisation, la santé, le contrôle des individus sur leur destinée. Parmi les piliers du développement humain figure la promotion de la femme qui dépend bien sûr largement de son pouvoir d'action. Le développement humain prône le partage équitable des richesses et ce n'est qu'à cette condition qu'il peut être durable.

Les disparités observées à l'intérieur des pays, à l'échelon mondial ou entre les sexes prouvent à suffisance que le 21^è siècle commence dans un contexte encore éloigné du développement humain . En effet, les progrès dus à la mondialisation sont plus rapides que le développement des personnes et de leurs droits. Il faut ajuster.

Pour garantir le développement humain ; il faudrait que l'expansion des marchés concurrentiels soit combinée à la solidarité. La mondialisation a besoin d'être canalisée , gérée , pour générer non pas seulement les profits économiques mais aussi le développement humain dans lequel les femmes aussi trouveront leur compte.

IV. Conclusion

La mondialisation, avec ce qu'elle apporte comme facilités et potentialités, peut être une voie pour éradiquer la pauvreté au 21^e siècle. Cependant, il faut accepter de s'y engager fermement suivant le cadre qui a été déjà tracé par une plus grande reconnaissance des droits de l'homme et la définition d'objectifs de développement lors des grandes conférences des Nations Unies sur l'environnement, la population, le développement social, les femmes et les établissements humains.

La mondialisation dans sa construction des coalitions et des innovations, ne doit pas ignorer les questions de genre. L'avancement des femmes influence fortement celui de nos sociétés dans son ensemble. Le rôle de reproduction sociale exercé par les femmes depuis belle lurette entretient le monde et devrait par conséquent être renforcé au lieu d'être mis au rancart.

Les femmes quant à elles doivent saisir les opportunités offertes par la mondialisation, la prospérité et la liberté notamment, pour accroître leur pouvoir d'action, par une lutte pour une plus grande valorisation du rôle de reproduction qui finalement les honore et pour être plus présentes et plus influentes dans le nouveau village mondial.

Enfin, comme indiqué dans ma communication, à mon humble avis, les recommandations suivantes devraient retenir l'attention des participants à cette 46^{ème} Session :

1. Investir dans la petite fille et la préparer à être agressive sur le marché du travail et qu'elle arrache ses droits plus par ce qu'elle vaut que par ce qu'elle est. Cela passe par l'éducation et la formation.
2. Lutter énergiquement contre le VIH/SIDA. Cette lutte doit être multisectorielle et multidimensionnelle, un combat urgent par tous et pour tous.
3. Valoriser le travail des femmes rurales. Le micro-crédit est une bonne technique pour lutter contre la pauvreté. Les femmes comprennent vite l'intérêt économique que représente une structure de micro-crédit.
4. Renforcer les réseaux et les coalitions.
5. Imposer l'intégration du genre dans les politiques, plans, programmes et projets, surtout ceux définissant les cadres stratégiques nationaux de lutte contre la pauvreté.
6. Mobiliser les ressources pour accélérer la mise en œuvre du Programme d'action de Beijing.

Abréviations et sigles

1. ECOSOC : Conseil Economique et Social
2. OMS : Organisation Mondiale du Commerce
3. OCDE : Organisation de coopération et de développement économiques
4. ONG : Organisation non gouvernementale
5. UNICEF : Fonds des Nations Unies pour l'enfance
6. VIH/SIDA : Virus d'immunodéficience humaine/syndrome d'immunodéficience acquise
7. WWB : Banque Mondiale des Femmes

Bibliographie

1. Rapport de la Quatrième Conférence Mondiale sur les Femmes. Beijing 4-15 septembre 1995.
2. Rapport de la 23^{ème} Session Extraordinaire de l'Assemblée Générale des Nations Unies intitulée « Les Femmes en l'an 2000: Egalité entre les sexes, Développement et paix pour le 21^{ème} siècle».
3. Charte des progrès. Evaluation de la Mise en œuvre du Programme de Beijing. Septembre 1998.
4. Rapport Mondial sur le Développement Humain 1999.
5. Egalité et équité entre les genres. Tour d'horizon des réalisations de l'UNESCO depuis la quatrième Conférence Mondiale sur les femmes (Beijing, 1995). Mai 2000.
6. Nos Droits, vol 8, N°2. Femmet, Juillet-Décembre 2000.
7. Politique. Les femmes témoignent. Union Interparlementaire. Genève 2000.
8. Rapport Mondial sur le Développement Humain 2001.
9. Actes de la Conférence des femmes de la Francophonie, Femmes, pouvoir et développement. Luxembourg, 4 et 5 février 2000.
10. Droits économiques, sociaux et culturels. Les droits de l'homme et l'extrême pauvreté. 55^{ème} session de la commission des droits de l'homme.
11. Egalité, développement et paix. Beijing +5 Women 2000. Unicef.
12. Le progrès des Nations. Unicef 1999.